

FITZGERALD, Frank T. *The Cuban Revolution in Crisis. From Managing Socialism to Managing Survival*. New York, Monthly Review Press, 1994, 239p.

José Havet

Volume 27, numéro 1, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703578ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703578ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Havet, J. (1996). Compte rendu de [FITZGERALD, Frank T. *The Cuban Revolution in Crisis. From Managing Socialism to Managing Survival*. New York, Monthly Review Press, 1994, 239p.] *Études internationales*, 27(1), 207–209.
<https://doi.org/10.7202/703578ar>

Le cinquième chapitre, «Education in South Africa: Means and Ends» de Jakes Gerwel, est consacré aux aspects politiques et logistiques du processus de restructuration de l'éducation et l'esprit dans lequel celle-ci doit être faite : l'éducation comme un droit humain accessible à toutes les couches de la société ; l'investissement en éducation comme un impératif pour le développement social et économique ; l'éducation comme nécessité pour l'établissement et la consolidation d'un ordre politique démocratique sont des points abordés ; le débat sur le rôle et la part de responsabilité qui doit revenir à la fois au gouvernement et au secteur privé, sur les domaines de priorités : science, mathématique, technologie ne sont pas oubliées.

Le sixième chapitre, «Health provision in a future South Africa» de Michael Savage et de Olivier Shisana, examine l'ampleur de la tâche qui attend le gouvernement de transition pour répondre aux besoins en soins de santé de la population. Le débat sur la pertinence de confier le service de santé au Gouvernement en créant un système d'assurance-santé ou au secteur privé est engagé ; les options discutées se présentent comme suit : nationaliser le secteur privé, garder séparément le secteur privé du secteur public, mettre en place une administration centrale pour coordonner les deux secteurs, privé et public, etc.

L'ouvrage se termine sur l'énumération de quelques choix que le gouvernement de transition doit faire : s'occuper de nombreuses attentes concernant l'amélioration de la qualité de vie de la majorité noire en créant une

commission chargée de faire comprendre que les buts de la reconstruction ne peuvent être atteints du jour au lendemain ; la prudence dans la prise de décision pour éviter l'éclatement de la coalition gouvernementale ; éviter que se forment deux camps, l'un pour les gagnants et l'autre pour les perdants.

La seule critique sans rapport avec les textes qui sont présentés ici concerne l'oubli de certains thèmes qui sont aussi d'une importance capitale pour cette période de transition. Il s'agit des thèmes relatifs au logement, à la réforme des gouvernements locaux et à la réforme agraire.

Dans l'ensemble c'est un très bon livre, clairement écrit, destiné à un large public, qui renseigne sur les changements intervenus dans les domaines constitutionnel, de la défense, de la santé et de l'éducation et qui propose de nouvelles pistes de discussions pour une Afrique du Sud post-apartheid.

Bandeja YAMBA

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

AMÉRIQUE LATINE

The Cuban Revolution in Crisis. From Managing Socialism to Managing Survival.

FITZGERALD, Frank T. New York,
Monthly Review Press, 1994, 239p.

L'objectivité scientifique est incontestablement la qualité par excellence de toute critique de livre ; de ce fait et presque par définition, les ouvrages «engagés» exigent beaucoup d'effort de leurs évaluateurs. Ceci est clairement le cas pour cette étude con-

sacrée au «management de la Révolution» cubaine depuis 1959. En effet, l'auteur y affiche sans ambages, et dans sa dédicace et dans sa «Préface» et dans son «Introduction», une orientation idéologique des plus explicites, à savoir 1) l'ordre social castriste – y inclus la crise économico-sociale d'après 1989 – doit être considéré comme étant synonyme de «la Révolution Cubaine», révolution qu'il s'agit de sauver; 2) ladite crise – définie par le régime comme «période spéciale en temps de paix» – doit être perçue comme étant «d'abord et avant tout due à la chute du communisme du bloc soviétique» (p.2); et 3) la dédicace affirme que «le socialisme (est) la démocratie et la justice sociale, la liberté et l'égalitarisme» (p.v).

En somme, il n'est nullement caché que le livre fera l'apologie du régime castriste. Il est certain que – dans ces conditions – il n'est pas aisé de maintenir une quelconque objectivité scientifique et ce tant de la part de l'auteur, ce qui va sans dire, que de la part de l'évaluateur (ou de tout lecteur potentiel) qui ne serait que trop tenté de rejeter immédiatement cet ouvrage. Après tout, il se publie tant! Dès lors, pourquoi s'imposer l'effort de devoir sélectionner dans la contribution possible de cette étude ce qui est pertinent, alors que ceci est de fait le travail qui revient à l'auteur. Et ce, d'autant plus que des mots mêmes de celui-ci, la «recherche sur laquelle se base ce livre fut complétée vers 1985» (p.ix), ce qui a pour conséquence que l'essentiel de l'ouvrage constitue une histoire des 25 premières années du «management de la Révolution» et que seul le 8^e et dernier chapitre (pp.171-201) traite de la période spéciale. Qui plus est et sauf

rares exceptions, les références des six premiers chapitres datent d'avant 1987 alors que celles des deux derniers sont postérieures à cette date. En somme, tout apparaît comme si la publication de ce livre aurait été celle d'un manuscrit rejeté ou oublié ayant *a posteriori* trouvé un marché potentiel, et donc sa raison d'être, par suite de l'acuité des problèmes posés par la période spéciale.

Pourtant, malgré ses évidentes faiblesses, ce livre mérite d'être considéré, parce qu'il est simultanément concis et fouillé, et qu'il présente une thèse qui ne manque pas d'originalité. Le texte proprement dit est plutôt court : *de facto* 166 pages, pages de surcroît assez brèves, mais denses et bien documentées. Ainsi, les huit chapitres de l'ouvrage sont chacun suivis de «Notes» totalisant 32 pages; en outre, le livre contient une intéressante «Bibliographie partielle» (pp.203-214), des Appendices et surtout un excellent «Index» de 11 pages. Cependant, malgré la volonté de rigueur de l'auteur, il faut regretter que l'analyse soit essentiellement secondaire. Il est bien connu que faire de la recherche sur le terrain n'est pas chose aisée à Cuba, mais de là à n'avoir virtuellement aucune observation personnelle sur un thème dont la pertinence est si évidente n'en est pas moins étonnant, pour dire le moindre, et ce même si l'auteur affirme qu'il a «fait un usage très sélectif des entrevues qu'il a réalisées» (p.17).

Ceci étant dit, la thèse de l'ouvrage est intéressante. Frank T. Fitzgerald part de l'observation que les cubanologues ont trop souvent – et à tort – adopté une approche élites-masses et même fréquemment une

approche plus réductionniste encore : Fidel Castro-peuple. Or, écrit l'auteur, il est plus important de se pencher sur les niveaux intermédiaires et inférieurs du management politique cubain. Et c'est ce que fait systématiquement le livre, exception faite du premier chapitre d'introduction et du dernier qui traite de manière assez générale de la période spéciale. Donc, les chapitres 2 à 7 (pp.21-170) s'attachent à illustrer et expliquer : 1) la prééminence pendant les années 1960 des «vieux cadres» de type politique, cadres relativement peu scolarisés ; 2) leur affaiblissement progressif pendant les années 1970 suite à l'émergence de «nouveaux professionnels» hautement scolarisés et présumés efficaces ; 3) l'augmentation rapide de ces nouveaux professionnels tant en nombre qu'en importance, surtout après 1975, ce qui mènera à un renforcement du «centralisme bureaucratique» ; et enfin 4) le rôle joué par les nouveaux professionnels dans la résolution des problèmes posés par la période spéciale, problèmes énormes si l'on sait, par exemple, que le PNB cubain chuta de 45 % entre 1989 et 1992 !

Les politiques mises en œuvre pour surmonter la crise ont été – et sont encore – à la fois diverses et drastiques : empêcher toute vente de propriétés d'État ; transformer les fermes collectives en unités coopératives plus petites ; permettre le travail pour compte propre ; autant que faire se peut, maintenir constant l'approvisionnement en nourriture ; permettre les investissements étrangers dans les secteurs orientés vers l'exportation et/ou vers l'acquisition de devises fortes. L'idée soutenue par l'auteur, mais mal démontrée, est que l'ensemble de ces

politiques est indissociable de l'importance prise par les nouveaux professionnels et, aussi, que c'est de leurs rangs que surgiront les prochains leaders – et donc managers – de la Révolution cubaine.

En résumé, ce court ouvrage est – en termes scientifiques – d'accès plutôt rébarbatif, l'auteur clamant bien haut sa partialité et le texte contenant trop d'affirmations péremptoires ; en outre, la recherche fut complétée pour l'essentiel vers 1985. Cependant, le livre est utile, entre autres, parce que sa base empirique est solide et que sa thèse est assez originale, et ce même si cette dernière n'est pas clairement démontrée et ne fait, au mieux, qu'orienter la recherche de manière assez générale.

José HAVET

*Département de sociologie
Université d'Ottawa*

Collective Responses to Regional Problems: The Case of Latin America and the Caribbean.

KAYSEN, Carl, PASTOR, Robert A. et REED, Laura W. (dir). *Cambridge, American Academy of Arts and Sciences, 1995, 180p.*

L'Amérique latine et les Antilles sont en voie de constituer, de concert avec les États-Unis et le Canada, un système proprement régional de sécurité collective. Fondé sur des normes communes relatives à la démocratie, à l'économie de marché et aux rapports pacifiques entre les nations, ce système participe d'une volonté d'agir collectivement pour résoudre des problèmes qui relèvent tant de la politique interne que des relations transfrontalières. Ce livre, qui est le